

Le budget—M. Maltais

[Traduction]

M. Stevens: Monsieur le Président, j'ai écouté très attentivement l'intervention du député. Il ne fait aucun doute qu'il suit de très près l'évolution de la situation financière de son gouvernement. Je le prie de se reporter à la page 4. Il pourra peut-être expliquer aux circonscriptions auxquelles il s'adresse pourquoi le taux de croissance de l'emploi au Canada a été le pire en 1982 parmi les sept grands pays industrialisés. Ce taux a effectivement baissé de 3.3 p. 100 par rapport à une moyenne de moins de 1 p. 100 pour les sept pays en question. En Italie, par exemple, l'emploi n'a pas diminué; le Royaume-Uni nous précède immédiatement, avec une diminution de 3 p. 100; en France, ce taux a diminué de moins de 1 p. 100 et en Allemagne, de 1.8 p. 100. Au Japon, il a augmenté et aux U.S.A., il a diminué légèrement.

Si nous devons avoir confiance dans notre économie, et nous y sommes tous entièrement disposés, le député peut-il nous expliquer pourquoi le gouvernement nous a fait faux bond en 1982?

[Français]

M. Maltais: Monsieur le Président, la réponse à cette question est extrêmement simple, il s'agit d'une question de transformation au niveau de l'économie. Si sur la Côte-Nord les compagnies qui y œuvrent avaient commencé à transformer des matières premières au tout début, je pense que l'économie sur le plan structurel serait beaucoup plus forte et donnerait des emplois beaucoup mieux rémunérés et beaucoup plus durables ainsi qu'une économie beaucoup plus fortifiée, une économie, justement, qui nous permettrait de sortir beaucoup plus facilement des problèmes de récession que nous avons connus. Ce qui a permis à des pays comme les États-Unis et à d'autres pays industrialisés de s'en sortir beaucoup plus simplement, monsieur le Président, c'est une question strictement de structure, c'est-à-dire qu'au pays on a encore besoin de plus de transformation de matières premières, et souvent je l'ai dit au président de l'Iron Ore et à d'autres présidents, si on avait eu du point de vue structurel une économie basée sur plus de transformation, on aurait obtenu des résultats encore plus forts, et c'est une invitation à demander au ministre des Finances d'ajouter de ce côté-là des mesures qui permettraient justement d'inviter les compagnies à transformer les matières premières davantage au Canada, plutôt que d'aller le faire en d'autres pays.

[Traduction]

M. Huntington: Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire nous a dit qu'il venait de s'entretenir avec le maire, si je ne m'abuse, de sa petite ville, ou du moins d'une des villes dans sa circonscription. Peut-il nous dire si on y éprouve les mêmes difficultés que sur la côte ouest au chapitre du programme RELAIS du fait que les syndicats dans les diverses municipalités ne permettent pas l'embauche des chômeurs en vertu de ce programme, car ces derniers seraient alors payés à des tarifs inférieurs à ceux exigés par les syndicats pour leurs membres? Cela oblige les municipalités à investir des sommes égales à celles accordées par le biais du programme RELAIS, ce qui n'est pas à leur portée, étant donné les programmes d'austérité en vigueur. Éprouve-t-on les mêmes difficultés dans son coin du pays?

● (1720)

[Français]

M. Maltais: Je suis heureux de la question, monsieur le Président, parce que sur la Côte-Nord actuellement il y a une collaboration extraordinaire entre le patronat, le syndicat et le gouvernement. Et quand je parlais tantôt de ma rencontre, ou enfin de ma discussion avec le maire de Gagnon, M. Coicou, c'est au sujet du programme Été-Canada, et déjà le ministre des Finances a annoncé 70 millions de dollars pour le programme Été-Canada, de sorte que cette partie s'adresse aux étudiants. Pour l'autre partie qui concerne la question des employés qui sont mis à pied, qui sont sans travail, on vit l'expérience maintenant à Schefferville où effectivement des gens de la compagnie Iron Ore sont mis à pied, et depuis l'automne 1982, c'est le gouvernement fédéral qui tient en activité le centre récréatif de Schefferville, le centre de ski de Schefferville, et ce sont des employés mis à pied qui actuellement travaillent, en touchant des salaires gouvernementaux, à ces projets-là. Ils ont préféré cette mesure-là plutôt que de toucher des prestations d'assurance-chômage et ne rien faire, et le syndicat était d'accord sur cette formule, et je les remercie de leur collaboration, mais je dois dire, monsieur le Président, que je m'étais rendu d'abord à Schefferville pour conclure une entente avec eux, pour m'assurer que tout se ferait selon les normes, et actuellement, n'eût été de la présence fédérale dans ces régions-là, les gens seraient en proie à un véritable désarroi. Et j'aimerais pour conclure dire que c'est aussi le gouvernement fédéral qui va payer \$4,500 par ménage pour les déménager partout au Canada.

[Traduction]

M. Stevens: Monsieur le Président, ma deuxième question découle de la réponse que m'a donnée le secrétaire parlementaire lorsque je lui ai demandé pourquoi la création d'emplois, ou la croissance dans ce domaine, avait été la plus faible enregistrée pour les sept grands pays. Il m'a dit qu'il fallait attribuer cet état de choses au fait que sur la Côte-Nord, on ne transformait pas suffisamment de matières. C'est peut-être le cas, car je ne suis pas très au courant de ce qui se passe dans cette région, mais je me demande si le secrétaire parlementaire, qui a été jusqu'ici l'un des piliers du gouvernement, pourrait nous expliquer pourquoi en novembre 1981 le gouvernement a promis aux Canadiens pour 1982 une croissance réelle de 1.8 p. 100 au chapitre de l'emploi? Si tous les facteurs dont il a parlé sont bel et bien entrés en jeu, pourquoi ne l'avait-on pas prévu? En deux mots, comment expliquer ce revirement de situation et cette baisse de 5 p. 100, puisqu'on espérait une croissance de 1.8 p. 100 et qu'on a observé un recul de 3.3 p. 100?

[Français]

M. Maltais: Monsieur le Président, cette question fait référence un peu à la réponse que j'ai donnée tout à l'heure. Ce n'est pas seulement pour la question de la Côte-Nord. Quand on a une industrialisation très poussée, ainsi que des secteurs de pointe très articulés, cela permet la création d'emplois indirecte beaucoup plus forte que si on a une industrialisation canadienne basée sur l'exportation sans trop de transformation des matières premières. Il n'en est pas ainsi seulement sur la Côte-Nord. Prenons le Pacifique ou l'Atlantique, au niveau des pêches. Nous aurions avantage à transformer beaucoup plus le produit qui permettrait d'avoir un taux de croissance beaucoup